

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Première session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 11 - 14 février 2002

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 8 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.1/2002/8/2
27 décembre 2001
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT— OUGANDA 10121.0

**Aide alimentaire ciblée pour les
activités de secours et de
redressement en faveur des réfugiés,
des personnes déplacées et des
groupes vulnérables en Ouganda**

Nombre de bénéficiaires	1 029 415
Durée du projet	36 mois (1er avril 2002–31 mars 2005)

Coût (dollars E.-U.)

Coût total pour le PAM	102 973 763
Coût total des produits alimentaires	40 469 114

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

Note au Conseil d'administration



Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, Bureau régional pour
l'Afrique orientale et australe (ODK):

Mme J. Lewis

Attachée de liaison principale, ODK:

Mme E. Larsen

tél.: 066513-2209

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



Résumé

Ces dernières années, les indicateurs globaux de développement se sont améliorés en Ouganda, néanmoins plusieurs crises simultanées et prolongées continuent de bouleverser la vie des populations dans le nord et l'ouest du pays. Actuellement, plus d'un demi million de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) ont besoin d'une assistance. Par ailleurs, 150 000 réfugiés soudanais vivent dans des zones d'installation en Ouganda et, dans l'immédiat, il n'y a guère de chances qu'ils rentrent chez eux. Ces deux situations nécessitent une aide alimentaire au titre de toute une gamme d'interventions allant des soins et de l'entretien d'urgence au relèvement et au redressement.

Il est prévu, dans le cadre de l'élargissement de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR), d'améliorer le degré d'autonomie d'un grand nombre de PDI sur une période de trois ans. Les interventions de secours (y compris l'alimentation complémentaire) et/ou les colis de vivres pour le retour/réintégration continueront de représenter la majeure partie des apports d'aide alimentaire. Les effectifs de PDI bénéficiaires devraient diminuer fortement, pour tomber à 115 000 au début de la troisième année. En revanche, les effectifs de réfugiés resteront supérieurs à 100 000, mais leur ration sera réduite étant donné que l'allocation de terres par le gouvernement améliorera leurs moyens de subsistance.

Environ 292 000 écoliers du primaire parmi les réfugiés, les PDI et la population hôte recevront un petit déjeuner ou un déjeuner cuisiné dans le cadre d'un programme en cours d'élargissement visant à améliorer l'assiduité et l'apprentissage. Ces activités répondront aux priorités actuelles du gouvernement au titre du programme d'enseignement primaire pour tous.

Au cours de la première année de l'IPSR, environ 48 000 bénéficiaires auront la possibilité de développer leurs actifs moyennant des activités fondées sur les vivres et 23 000 autres bénéficiaires viendront ensuite s'y ajouter chaque année. Par ailleurs, l'IPSR apportera un appui à environ 11 300 personnes (enfants qui ont été kidnappés autrefois ou personnes assistées par des organisations au service des malades du SIDA) recevant des soins en institution et/ou de récupération dispensés par des organismes partenaires.

Des indicateurs de résultat ont été élaborés pour chaque composante du programme. Les objectifs du programme, qui font une très large place à la problématique hommes-femmes, concernent: le maintien d'un niveau nutritionnel et alimentaire acceptable pour les PDI et les réfugiés; le renforcement de l'autonomie grâce à la création d'actifs pendant les premières phases de la réinstallation; l'amélioration de l'assiduité et de la capacité d'apprentissage des enfants, surtout des filles, et le renforcement des systèmes de protection sociale destinés aux groupes extrêmement vulnérables et défavorisés.

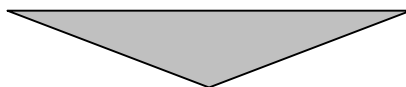
L'IPSR prêtera assistance aux réfugiés dans les zones d'installation des cinq districts et aux PDI dans les quatre districts limitrophes du sud du Soudan et de l'est de la République démocratique du Congo. Une petite composante comprenant des vivres pour actifs et une aide sociale est prévue pour le nord-est de Karamoja, la région la plus pauvre de l'Ouganda, une fois achevée l'opération d'urgence du PAM en faveur des victimes de la sécheresse. Le PAM travaillera avec au moins 16 organisations non gouvernementales (ONG) partenaires et avec



les institutions jumelles des Nations Unies et les ministères de tutelle. On s'emploiera à rattacher plus étroitement le programme aux plans de développement de district et à garantir sa complémentarité avec les stratégies de développement à long terme.

L'IPSR tient compte dans sa conception des recommandations formulées lors de l'évaluation à mi-parcours de l'IPSR 6176.00 en juin 2001.

Projet de décision



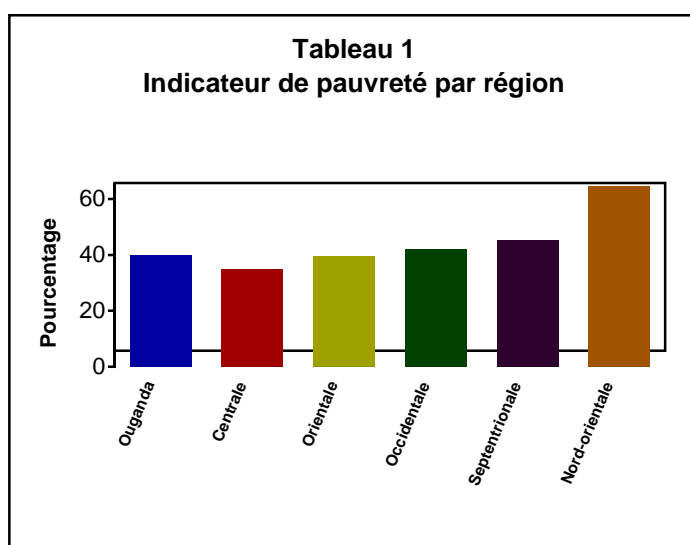
Le Conseil approuve l'IPSR Ouganda 10121.0—Aide alimentaire ciblée pour les activités de secours et de redressement en faveur des réfugiés, des personnes déplacées et des groupes vulnérables en Ouganda (WFP/EB.1/2002/8/2).



CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Progrès économiques

1. Au cours des dix dernières années, la situation de l'Ouganda n'a cessé de s'améliorer dans les domaines économique, politique et social. Néanmoins, son indicateur du développement humain reste inférieur et son indicateur de pauvreté supérieur à ceux du Kenya ou de la République-Unie de Tanzanie, ses partenaires de la nouvelle Communauté est-africaine. Selon le rapport sur le développement humain établi en 2001 par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Ouganda est classé 141^{ème} sur 162 pays. Au cours des dix dernières années, le taux de croissance annuel a dépassé 5 pour cent, ce qui a contribué à ramener les taux de pauvreté de 56 pour cent en 1992/1993 à 41 pour cent en 1998/1999, mais il existe d'importantes disparités dans la répartition du revenu, 41 pour cent de la population vivant encore avec moins de 1 dollar par jour.
2. Environ 85 pour cent de la population ougandaise, estimée à 22 millions de personnes, vit dans les campagnes. Le secteur agricole assure 42 pour cent du produit intérieur brut, 56 pour cent de la production étant une production de subsistance destinée à la consommation familiale¹. Pourtant, environ 40 pour cent de la population souffre en permanence d'insécurité alimentaire, jusqu'à 60 pour cent des dépenses du ménage étant consacrées aux vivres². Les données économiques retenues (tableau 1) indiquent une distorsion permanente des résultats en matière de développement, au détriment des régions du nord et de l'ouest visées par l'IPSR.



3. L'Ouganda subit le contre-coup de plusieurs crises simultanées et prolongées qui continuent de bouleverser la vie des populations, en particulier dans le nord et l'ouest du pays. Vers le milieu de 2000, le nombre des personnes vivant dans les zones d'installation

¹ Ministère des finances, du plan et du développement économique/Ministère de l'agriculture, de l'élevage et des pêches, Plan de modernisation de l'agriculture: éliminer la pauvreté in Ouganda, août 2000.

² Ministère des finances, du plan et du développement économique, Rapport sur la pauvreté, 1999.



tributaires de l'aide alimentaire avait atteint 732 000. Sur ce total, le nombre des réfugiés était resté relativement constant, mais celui des PDI avait plus que doublé depuis 1999 à la suite de nouvelles attaques de la *Lords Resistance Army* (LRA) dans les districts de Gulu et de Kitgum au nord, et de l'*Alliance of Democratic Forces* à l'ouest.

4. Pendant la période de calme relatif de 2001, le nombre de PDI a diminué, car certains d'entre elles ont repris leurs activités agricoles dans leurs régions d'origine, tandis que d'autres se déplaçaient vers des zones d'installation satellites plus proches de chez elles. Mais les civils ont de nouveau subi à la fin de 2001 de violentes attaques sporadiques de la part des rebelles dans le district de Gulu au nord du pays.
5. Il n'y a aucune chance dans l'immédiat de voir les 150 000 réfugiés soudanais hébergés dans les zones voisines du nord de l'Ouganda rentrer chez eux. Cependant, ils ne reçoivent pas tous une aide alimentaire car, dans le cadre de la stratégie d'autonomisation élaborée conjointement par le gouvernement et par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'aide est maintenant axée sur l'installation sur place et sur l'autosuffisance, atteinte grâce à la production vivrière, et non plus sur les soins et l'entretien. Malgré les graves difficultés budgétaires, la plupart des réfugiés ont maintenant accès aux terres allouées par le gouvernement et reçoivent des rations alimentaires réduites.
6. En Ouganda, les inégalités entre les sexes persistent. Selon l'indicateur sexospécifique du développement, évalué à 0,428, l'Ouganda est classé 128ème sur 146 pays. Les disparités concernent deux principaux domaines: l'accès à l'éducation et la répartition du revenu entre les deux sexes. Il faut adopter des mesures d'incitation supplémentaires en faveur de la parité entre les sexes dans les écoles à l'intention des PDI.
7. Dans le nord de l'Ouganda, l'espérance de vie est estimée à 43 ans seulement du fait de la pauvreté et de la guerre civile, auxquelles s'ajoutent le VIH/SIDA. On estime que la fréquence du VIH/SIDA chez les femmes âgées de 15 à 26 ans est cinq fois plus élevée que chez les hommes. Le surpeuplement des camps aggrave l'épidémie. Le taux national de tuberculose, l'une des maladies liées au VIH/SIDA les plus courantes, est de 138 pour 100 000. Dans les zones d'installation des PDI au nord du pays, les taux globaux de mortalité infantile et maternelle sont inacceptables: 172 pour 1 000 et 1 200 pour 100 000 naissances vivantes respectivement.
8. Le programme d'enseignement primaire pour tous, lancé en janvier 1997, permet à quatre enfants par famille de recevoir un enseignement primaire presque gratuit. Plus de la moitié des dépenses totales d'éducation du pays sont consacrées à l'appui apporté à 6,5 millions d'enfants de l'école primaire. Cependant, pour les personnes déplacées, il faut adopter d'autres mesures d'incitation et investir davantage pour améliorer la fréquentation, des filles en particulier. Selon les données de l'enquête de 2001 sur l'éducation, seuls 79 pour cent des enfants en âge d'aller à l'école primaire (6-12 ans) sont inscrits. L'indicateur national de la parité entre les sexes dans le primaire est de 9, ce qui indique que (dans l'ensemble) il n'y a pas d'écart important dans la fréquentation de l'école primaire entre les filles et les garçons. Les taux d'abandon des élèves sont faibles dans les petites classes de l'école primaire. Toutefois, pour la sixième et la septième années d'études, les taux d'abandon sont considérés comme élevés: 15 pour cent pour les garçons et 26 pour cent pour les filles. Plusieurs facteurs influent sur la fréquentation scolaire, notamment la distance jusqu'à l'école, la pauvreté, les besoins de main-d'œuvre et les frais scolaires. Environ 24 pour cent des filles (contre 14 pour cent pour les garçons) ne fréquentent pas l'école car ils doivent travailler chez eux.



Analyse de la situation

Situation générale

9. La persistance des troubles civils ralentit énormément le développement rural, des ressources précieuses étant affectées aux opérations de sécurité. Les fonds publics disponibles n'ont pas été entièrement utilisés en raison de la faible capacité d'absorption à l'échelon des districts. L'insuffisance des investissements dans les infrastructures aggrave les effets des sécheresses et des inondations périodiques, en particulier dans les districts du nord (Kotido, Moroto et Kitgum). À de nombreux égards, les femmes et les enfants sont les plus gravement touchés par cette instabilité.

Sécurité alimentaire et agriculture

10. Au cours de la dernière décennie, la superficie moyenne cultivée par ménage dans l'ensemble du pays est tombée de 3,6 à 2,5 hectares³. En Ouganda, seuls 28 pour cent des terres arables (5 millions d'hectares) sont cultivées. Dans l'Acholiland (Gulu et Kitgum), cette proportion n'est que de 10 pour cent. D'une manière générale, l'agriculture n'y est pas rentable, faute de crédit, de débouchés et d'investissements agricoles de base. Les femmes, qui représentent pourtant 70 pour cent de la main-d'œuvre, n'ont encore qu'un accès limité à la terre⁴.
11. Des terres, autrefois en propriété collective, ont été allouées à l'initiative du Cabinet du Premier ministre à la majeure partie des personnes vivant dans les zones d'installation de réfugiés du nord du pays. Les réfugiés reçoivent une parcelle agricole de 0,3 hectares par personne. Les réfugiés de la zone d'installation d'Achol Pii et les anciens pasteurs vivant dans les camps d'Adjumani et de Moyo n'ont pas accès officiellement à la terre.
12. Le séjour prolongé dans les camps de PDI entraîne l'éclatement des structures sociales et culturelles, ce qui a pour conséquences des taux élevés d'abandon du domicile conjugal (hommes quittant leur famille), des grossesses d'adolescentes, des actes de violence familiale, l'absence de soins aux groupes vulnérables, des incitations insuffisantes en matière d'éducation, et un risque élevé d'infection par le VIH. L'insécurité actuelle et l'accès limité aux champs contribuent à l'insécurité alimentaire et compromettent les perspectives d'autonomie.

Indicateurs de nutrition

13. À l'exception de la zone d'installation de réfugiés d'Achol Pii (qui reçoit encore des rations complètes), les niveaux de malnutrition parmi les enfants de moins de 5 ans sont restés inférieurs à 10 pour cent (rapport poids/taille—*z-score*)⁵. Cependant, les niveaux relativement élevés (et persistants) de malnutrition (plus de 10 pour cent) chez les enfants de moins de 2 ans et demi ont conduit le PAM et le HCR à financer une étude visant à mettre en lumière les causes profondes. On est fondé à penser qu'elles seront liées aux habitudes alimentaires familiales, ainsi qu'aux facteurs sanitaires et aux soins. Sauf dans le cas des carences en fer dues principalement au paludisme, les données sur les maladies de carence en micronutriments font défaut dans la zone cible de l'IPSR. Le HCR a donc

³ Appel interinstitutionnel global des Nations Unies, 2001 (section FAO).

⁴ Ministère de la condition féminine, Plan national d'action en faveur des femmes.

⁵ Système d'information sur la nutrition des réfugiés, ACC/SCN: des niveaux globaux de malnutrition aiguë de 5 à 10 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans sont courants parmi les populations africaines, en dehors des situations de sécheresse.



commandé à l'Institute of Child Health (Londres) une étude sur les micronutriments portant sur certaines zones d'installation des réfugiés; elle a démarré en novembre 2001.

14. D'après les données nutritionnelles provenant de Gulu, Kitgum et Bundibugyo, les niveaux de malnutrition, inférieurs à 7 pour cent pour le niveau global de malnutrition aiguë, sont acceptables. À Karamoja, ces mêmes chiffres, qui étaient relativement élevés vers le milieu de 2000 en raison de la sécheresse prolongée, étaient tombés en décembre 2000 à 8 pour cent pour le taux global de malnutrition aiguë avec 0,4 pour cent de malnutrition avancée. Il existe d'importantes variations de district à district en raison des mauvaises récoltes. Le PAM et l'UNICEF sont convenus récemment de financer des enquêtes anthropométriques périodiques dans toutes les zones d'installation des PDI.

Éducation

15. Dans le nord de l'Ouganda, 27 pour cent seulement des femmes de plus de 15 ans sont alphabètes; ce chiffre tombe à 6 pour cent à Karamoja. Par ailleurs, les taux d'abandon des filles sont plus élevés que ceux des garçons, en raison généralement des grossesses et des mariages précoces. Les familles pauvres considèrent que l'éducation des garçons est un meilleur investissement. Grâce à l'initiative de l'enseignement primaire pour tous, le taux d'inscription dans le primaire a doublé, mais la fréquentation scolaire régulière reste problématique. De plus, de nombreux enfants vont à l'école sans avoir pris ni petit déjeuner, ni déjeuner, ce qui a pour effet de réduire leur capacité d'attention et d'apprentissage.

Atteintes à l'environnement

16. Les déplacements de populations aggravent la dégradation de l'environnement du fait de l'exploitation intensive de la terre, qui entraîne l'érosion du sol et endommage le couvert forestier. L'agriculture de subsistance est pratiquée plus fréquemment, ce qui signifie production de charbon de bois, défrichement par débroussaillage et brûlis, piétinement du bétail et autres pratiques non durables. Les bureaux auxiliaires du PAM prévoient dans leurs plans de travail pour 2001/2002 une formation en vue de la mise au point et de l'utilisation de fourneaux consommant moins de combustible.

Politiques et programmes nationaux de redressement

17. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour 2001–2005, élaboré avec la participation active du PAM, tient compte de l'objectif primordial de l'Ouganda, à savoir éliminer la pauvreté absolue d'ici 2017, objectif énoncé dans le plan national d'action pour l'élimination de la pauvreté. Ce plan vise à ramener la pauvreté du niveau actuel de 41 pour cent à environ 10 pour cent d'ici 2017. Les nouvelles dispositions administratives prises au sein du gouvernement reflètent cet engagement. Les disparités entre les sexes commencent à être prises en compte, 30 pour cent des postes dans les conseils locaux étant maintenant réservés aux femmes, et le projet de loi sur les relations familiales ainsi que le projet de loi agraire prévoient de nouvelles dispositions pour les ménages dirigés par une femme.
18. Le Département des réfugiés et de la planification préalable en prévision des catastrophes, qui relève du Cabinet du Premier ministre, est chargé de la formulation des politiques nationales relatives aux réfugiés et aux PDI. Un projet de loi sur les réfugiés sera bientôt présenté au Parlement. Par ailleurs, les politiques concernant les PDI ne sont pas bien conçues et leur application est compliquée par les problèmes de sécurité, intérieure et extérieure. La politique des "villages protégés" est toujours en vigueur, et aucune politique officielle de réinstallation n'est annoncée à ce jour.



Justification

19. L'élargissement de l'IPSR fait suite à l'assistance apportée pendant deux ans au titre de l'IPSR 6176.00. La phase précédente avait été conçue en partant de l'hypothèse que la plupart des PDI rentreraient chez eux en 2000/2001. Cependant, cela ne s'est pas produit du fait des attaques incessantes des rebelles. Le présent élargissement tient compte dans sa conception des recommandations formulées lors de l'évaluation à mi-parcours en juin 2001, concernant notamment: la conception de l'IPSR d'après le cadre logique; la révision à la hausse de la ration de référence en adoptant la ration recommandée par l'Organisation mondiale de la santé, qui est de 2 100 kilocalories par personne et par jour; l'élargissement de la composante alimentation scolaire selon des stratégies spécifiques aux districts; l'amélioration du suivi de l'impact des projets grâce au suivi après distribution; l'examen périodique de la stratégie de redressement; la priorité accordée à la vérification des effectifs de bénéficiaires; l'attention constante portée aux activités fondamentales de secours; la surveillance nutritionnelle périodique et méthodique des populations de PDI; enfin, l'amélioration de la formation dispensée au personnel de terrain du PAM et de ses partenaires d'exécution.
20. Selon les prévisions optimistes actuelles, trois ans est un délai raisonnable pour le retour et la réinstallation des PDI de l'Ouganda; c'est également la période de transition nécessaire pour que leurs moyens d'existence soient rétablis. La plupart des PDI vivant dans l'ouest (Bundibugyo) rentreront probablement au cours de la première année.
21. S'agissant des réfugiés, l'IPSR table sur un statu quo, avec seulement une lointaine possibilité de rapatriement massif vers le Soudan et une amélioration progressive de l'autosuffisance liée à l'allocation de terres, aux débouchés et aux possibilités d'emploi. Parallèlement, le programme d'alimentation scolaire sera étendu à toutes les régions concernées par les déplacements de populations et, dès la deuxième année, la capacité d'absorption du PAM et de ses partenaires aura atteint son maximum en ce qui concerne les vivres pour actifs et les programmes connexes.

Liens avec le programme de pays du PAM

22. Du fait de son élargissement jusqu'en mars 2005, l'IPSR est alignée sur les projets de développement en cours ou prévus, ce qui permettra d'intégrer ensuite les éléments de l'IPSR non liés aux secours dans le nouveau programme de pays. Parallèlement, les programmes complémentaires du PAM portent sur les domaines suivants:
- **Commercialisation et production.** Depuis le début de l'IPSR 6176.00 en 2000, le PAM a acheté environ 2 500 tonnes de produits alimentaires à des groupements de petits exploitants. L'activité du programme de pays Appui à l'agriculture et à la commercialisation sera mise en œuvre en étroite collaboration avec le projet de développement intensif de l'agriculture d'exportation, financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international, afin de renforcer la capacité du secteur de la petite exploitation. Les achats locaux effectués directement aux groupements de cultivateurs seront portés à 5 000 tonnes par an, et environ 50 associations paysannes tireront profit de la formation assurée par le PAM en matière de commercialisation. Des micro-projets associés, du type vivres pour actifs, seront également entrepris pour accroître la production des personnes les plus touchées par l'insécurité alimentaire dans la région.
 - **Alimentation scolaire.** La composante alimentation scolaire de l'IPSR est liée à la stratégie du programme de pays et sera incorporée au programme de développement après le retour à la normale.



STRATÉGIE DE REDRESSEMENT

Besoins des bénéficiaires

23. Au titre de l'IPSR 10121.0, les évaluations périodiques des besoins alimentaires des bénéficiaires du PAM comprendront, entre autres, des enquêtes nutritionnelles, des missions conjointes d'évaluation des besoins alimentaires, des évaluations des besoins alimentaires d'urgence et d'autres méthodes participatives d'évaluation en milieu rural. Elles seront arrêtées d'un commun accord avec les autres parties prenantes et les rations alimentaires seront révisées en conséquence. Des chiffres indicatifs sont donnés au tableau 2.

**TABLEAU 2: BÉNÉFICIAIRES ET VOLUME DE VIVRES CORRESPONDANT
(1er AVRIL 2002–31 MARS 2005)**

Composante du programme	Groupes de bénéficiaires				Volume			
	Réfugiés	PDI	Groupes vulnérables ¹	Total	Année 1	Année 2	Année 3	Total
Secours ²	117 000	542 000	0	659 000	50 581	31 577	22 187	104 345
Vivres pour actifs ³	13 500	43 900	6 000	63 400	4 636	6 869	6 869	18 374
Éducation ⁴	104 000	176 000	0	280 000	13 098	14 005	14 062	41 165
Aide sociale ⁵	3 365	20 650	3 000	27 015	3 404	3 921	4 437	11 762
Total	237 865	782 550	9 000	1 029 415	71 719	56 372	47 555	175 646

¹ Groupes vulnérables à Karamoja, dans le nord-est de l'Ouganda.

² Effectif maximum de bénéficiaires.

³ C'est une moyenne sur trois ans qui comprend les nationaux dans les zones d'accueil des réfugiés.

⁴ Chiffres moyens sur trois ans, y compris les populations hôtes.

⁵ La ration "aide sociale" prévoit un petit déjeuner, un déjeuner et un dîner. Ces chiffres tiennent compte du fait que tous les bénéficiaires ne recevront pas un colis de vivres entier.



Intervention prolongée de secours en faveur des réfugiés et des PDI

24. L'effectif de réfugiés prévu pour l'IPSR est de 117 000 pendant les deux premières années, chiffre qui tombera à 107 000 la troisième année, étant donné qu'un petit nombre de réfugiés deviendront entièrement autonomes. En revanche, les effectifs des PDI bénéficiaires devraient nettement chuter, passant de 542 000 la première année à 115 000 au début de la troisième. Les besoins de secours resteront élevés pendant la phase initiale de réinstallation, car ceux qui rentrent devront faire face à des terres surexploitées, des infrastructures mal entretenues et des dépenses supplémentaires pour la reconstruction de leur foyer. Un colis de vivres pour la réinstallation des PDI, prévu pour trois mois, est compris dans les besoins de secours. Dans les zones d'installation des réfugiés et des PDI recevant l'aide du PAM, le Programme couvrira la totalité des besoins alimentaires des personnes extrêmement vulnérables, c'est-à-dire ceux qui ne sont pas soutenus par leur famille ou par la communauté (handicapés, orphelins et personnes âgées seules). Le nombre de ces personnes est estimé à 19 900 les deux premières années et à 11 150 la troisième année. La communauté et/ou les organisations partenaires désigneront les personnes extrêmement vulnérables, et des vivres leur seront distribués par le biais des structures existantes. Le PAM aidera les communautés à mettre au point les critères de ciblage et formulera des suggestions leur indiquant comment venir davantage en aide aux personnes vulnérables qui vivent parmi elles. À ce jour, entre 60 et 95 pour cent des PDI et des réfugiés recevant les rations lors des distributions sont des femmes.
25. Le PAM continuera de fournir des produits alimentaires aux centres d'alimentation complémentaire et thérapeutique lorsque la fréquence globale de la malnutrition aiguë sera telle que des interventions nutritionnelles sélectives seront nécessaires. De manière générale, cette mesure est prise lorsque le niveau dépasse 10 pour cent (rapport poids/taille). Cependant, parmi les populations concernées, ces mêmes centres d'alimentation complémentaire tiendront lieu de systèmes de protection s'il existe des facteurs aggravants extrêmes: troubles civils, risques pour la santé et fortes fluctuations saisonnières de la production vivrière. Le chiffre cumulatif de 8 800 bénéficiaires concerne l'aide apportée aux centres d'alimentation complémentaire et thérapeutique, dont les bénéficiaires sont les enfants et ceux qui en ont la charge, de manière à minimiser le nombre de ceux qui ne se présentent pas (pendant le traitement de 30 jours en moyenne) et à améliorer l'alimentation et la santé des mères.

Alimentation scolaire/redressement

26. D'après les enquêtes de référence réalisées pour le programme d'enseignement primaire pour tous, il faut sans plus attendre encourager la fréquentation des écoles dont les activités ont été précédemment réduites ou qui ont été abandonnées. Dans la région du nord, 126 000 nouveaux enfants venant des camps de PDI et des zones où vivent les autochtones seront inclus dans le programme. Dans les bassins versants du Nil Ouest, l'activité d'alimentation scolaire est destinée aux écoliers du primaire, tant réfugiés que nationaux, dans les sous-districts accueillant des réfugiés; la troisième année, 106 000 élèves dans 191 écoles bénéficieront de cette activité. A Bundibugyo, l'IPSR appuiera 60 000 écoliers (chiffre estimatif) dès la deuxième année. Une activité de sensibilisation aux problèmes liés au VIH/SIDA sera menée par les partenaires du PAM dans le cadre du programme scolaire. Le PAM préconisera également d'assurer cette information sur le VIH/SIDA avec la participation du Ministère de l'éducation/Groupe des donateurs chargé de l'éducation.



Vivres pour actifs

27. L'IPSR appuiera pendant la première année 48 000 personnes au titre d'activités vivres pour actifs, dans les régions accueillant des réfugiés et des PDI et dans celle de Karamoja. À mesure que les populations réinstallées se stabiliseront et que les distributions générales diminueront, l'exécution de projets vivres pour actifs plus divers et plus nombreux (y compris des vivres pour la formation) sera encouragée, le nombre des bénéficiaires augmentant de 23 000 au cours de la deuxième et de la troisième années. Conformément aux Engagements du PAM en faveur des femmes, des efforts seront déployés pour garantir qu'au moins 50 pour cent des bénéficiaires directs des vivres pour actifs et des propriétaires des actifs créés sont des femmes. Les activités vivres-contre-travail (VCT) seront destinées aux anciennes PDI après leur réinstallation dans leur village d'origine et aux réfugiés ne bénéficiant plus des distributions générales de vivres. Les activités VCT favoriseront la réinstallation et l'autonomie grâce à une formation qui apportera aux réfugiés et aux PDI les compétences nécessaires pour s'assurer des moyens de subsistance durables.

Aide sociale

28. L'IPSR prêtera assistance à environ 11 300 personnes qui bénéficient, par l'intermédiaire de ses partenaires, de soins à des fins de récupération, notamment des enfants qui ont été autrefois kidnappés et des enfants soldats. Nombre d'entre eux sont des jeunes sans aucun soutien familial ou bien qui ont besoin d'un appui supplémentaire pendant leur traitement contre la tuberculose ou sont assistés par des organisations au service des malades du SIDA.

Le rôle de l'aide alimentaire

Secours prolongés et réfugiés

29. Pour les réfugiés et les PDI, la distribution générale de vivres et les programmes classiques d'alimentation thérapeutique et complémentaire, visant à maintenir si nécessaire l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans et de leurs mères à un niveau normal, continueront de combler le "déficit" entre les besoins familiaux minimums et les aliments de base produits ou achetés.

Redressement

30. Les activités de redressement répondent aux priorités de la politique visant à favoriser le développement, qui sont notamment les suivantes: santé, nutrition et santé maternelle et infantile; éducation et formation; création d'actifs; moyens de subsistance durables.
31. L'aide alimentaire permet à de nombreux réfugiés d'atteindre un certain degré d'autonomie grâce aux activités vivres pour actifs, associées à l'apport de ressources complémentaires par les donateurs et à l'allocation de terres par l'État. Ces activités contribueront à améliorer les moyens de subsistance, par l'intermédiaire des activités VCT et vivres pour la formation, qui permettent toutes les deux de créer des actifs et de développer le capital humain. Dans le même temps, les initiatives communautaires en auto-assistance, axées spécifiquement sur certaines personnes démunies, seront encouragées, dans le cadre par exemple des garderies.
32. En appuyant les activités dans le secteur social, le PAM fournit des vivres qui servent: i) d'appoint alimentaire essentiel apporté dans les centres de soins à des personnes sans aucun soutien familial et qui n'ont pas d'autre source de revenu; ii) d'appoint alimentaire



et d'incitation pour ceux qui suivent un traitement médical (contre la tuberculose ou la maladie du sommeil par exemple) afin qu'ils le mènent à terme. Un appui alimentaire sera apporté aux familles touchées par le VIH/SIDA parmi les populations bénéficiaires de réfugiés et de PDI, par l'intermédiaire des organisations de soutien aux malades du SIDA qui assurent des services complémentaires. Ainsi qu'il est recommandé par la mission d'évaluation, une étude sur la redistribution à des fins sociales parmi l'ensemble de la population cible sera entreprise. Elle permettra de concevoir des stratégies qui aideront à lutter contre certaines redistributions qui ont des effets préjudiciables et à renforcer les pratiques de redistribution à des fins sociales qui sont bénéfiques, afin de répondre aux besoins des plus défavorisés.

Modalités d'intervention du programme

33. L'IPSR encouragera toute une gamme d'activités parmi les populations déplacées et réinstallées, pour assurer la transition des secours au redressement. Ces activités contribueront à susciter et à compléter les interventions des autres donateurs en faveur du développement. Les modalités sont les suivantes:
- **Soins et entretien des plus vulnérables**, y compris les interventions à caractère nutritionnel, les colis de vivres pour la réinstallation et les autres interventions ciblées. Le bureau de pays de l'Ouganda insistera pour qu'un dispositif coordonné en vue de la réinstallation, auquel participeront le gouvernement, les institutions des Nations Unies, les ONG et les donateurs, soit élaboré.
 - **Aide en faveur de l'enseignement primaire pour tous par le biais de l'alimentation scolaire**, en particulier dans les communautés déplacées ou récemment réinstallées: cette initiative s'inscrira dans le contexte d'une stratégie globale pour le district et sera fonction des moyens dont dispose l'administration locale, du système de gestion des écoles, et de la participation et de la contribution effectives des associations de parents au programme.
 - **Création d'actifs et promotion de l'autonomie** parmi ceux qui sont en mesure de tirer parti des possibilités d'emploi et de la formation technique: bien que les principaux bénéficiaires soient des PDI et des réfugiés, la population hôte devrait également profiter des divers projets et y participer. Une étude sera entreprise par le HCR, le PAM et le Cabinet du Premier ministre, afin d'établir des repères permettant d'évaluer le degré d'autonomie et de créer des outils pour vérifier le niveau atteint à cet égard par les communautés (sur le plan géographique) et par les ménages (sur le plan social) dans le Nil Ouest, outils qui pourraient être transposés ailleurs.
 - **Amélioration des systèmes de protection sociale** pour les personnes malades, traumatisées ou vulnérables sous d'autres rapports, ayant des besoins spécifiques.



Évaluation des risques

34. Compte tenu de l'échelle et de la portée actuelles de l'IPSR, deux scénarios sont possibles:
- **Statu quo.** Environ 540 000 PDI et 115 000 réfugiés vivant dans des camps ou des zones d'installation satellites continuent d'être tributaires de la distribution générale de vivres à divers degrés, selon leur accès à l'agriculture de subsistance ou aux autres moyens de production. Des petits projets vivres pour actifs complètent l'apport de vivres et améliorent la sécurité alimentaire. Des fluctuations ne dépassant pas 15 pour cent des chiffres globaux peuvent être intégrées sans révision de budget pendant les deux premières années; cependant, si un bon nombre de bénéficiaires ne sont pas réinstallés d'ici la troisième année, des fonds supplémentaires pourraient être nécessaires.
 - **Amélioration générale.** Des pourparlers de paix et de réconciliation entre les anciens Acholi et la direction de la LRA réduisent au minimum les problèmes de sécurité et, avec l'approbation du gouvernement, le retour des PDI dans leur village d'origine s'accélère. L'amnistie envers les diverses factions en guerre est respectée et le pillage des biens ainsi que l'enlèvement des enfants et des jeunes adultes cesse. À l'exception des personnes extrêmement vulnérables, la distribution générale de vivres est complètement supprimée à la fin de la troisième année et, parallèlement, les projets de relèvement dans les zones de réinstallation se multiplient. À la fin de la troisième année, la présente IPSR est alignée sur la stratégie de développement du programme de pays, sans nouvel engagement en faveur des secours/redressement mis à part ceux concernant les zones d'installation des réfugiés.
35. Au nord comme à l'ouest, les incertitudes sont multiples sur le plan politique, et même des négociations de paix menées à bien avec les chefs rebelles n'éviteront pas les tactiques de dispersion et d'évasion des bandits, qui feront précipiter une fois de plus les populations vers les zones "sûres". Néanmoins, la situation politique au troisième trimestre de 2001 permettait un certain optimisme et laissait entrevoir une réelle possibilité de réinstallation des PDI à partir de 2002. Pour les réfugiés, les perspectives sont différentes. Même si l'on suppose qu'ils deviendront progressivement plus autonomes, un rapatriement massif vers le Soudan est peu probable étant donné que la guerre n'est pas près de cesser.
36. Les autres risques sont notamment les sécheresses récurrentes dans les régions du nord, les mauvaises récoltes et les éventuels troubles politiques. Parmi les risques liés au programme figurent la difficulté de trouver des partenaires appropriés ou l'insuffisance des moyens du PAM ou de ses partenaires. La souplesse de l'IPSR en tant que catégorie de programmation permettra de prendre les mesures de circonstance en cas d'augmentation des besoins de secours. Si la situation l'exige, les activités de redressement laisseront la place aux obligations fondamentales en matière de secours.



Buts et objectifs

37. Conformément à la définition de la mission du PAM, l'élargissement de l'IPSR a pour but général d'assurer la sécurité alimentaire des pauvres souffrant de la faim, grâce à des interventions ciblées dans les zones de l'Ouganda touchées par le conflit. L'accent étant mis spécifiquement sur la problématique hommes-femmes, l'IPSR a pour objectifs de contribuer:
- au maintien d'un niveau nutritionnel et alimentaire minimum acceptable chez les PDI et les réfugiés;
 - à l'autonomie grâce à la création d'actifs dans les zones d'installation ou pendant les premières phases de la réinstallation;
 - à l'amélioration de la fréquentation scolaire et de la capacité d'apprentissage des enfants, en particulier des filles, dans les établissements préscolaires et les écoles primaires qui ont été rouverts;
 - au renforcement des systèmes de protection sociale destinés aux groupes extrêmement vulnérables et défavorisés.

PLAN D'EXÉCUTION PAR COMPOSANTES

Principales composantes du programme

38. L'IPSR comprend trois composantes, exécutées simultanément; toutefois, une importance de plus en plus grande sera accordée à la composante redressement avec une diminution correspondante des activités de secours pendant la deuxième et la troisième années.

Composante A: intervention prolongée de secours

39. L'opération de secours la plus importante concerne les PDI dans le nord. On compte 33 camps dans le district de Gulu et 8 dans les districts de Kitgum/Pader. L'orientation générale consiste à permettre à ces personnes d'avoir accès en plus grand nombre à leurs terres; de passer du temps dans leur foyer d'origine; et de laisser les enfants, les handicapés et les personnes âgées dans les camps. Ces PDI rentrent dans les camps pour recevoir leur ration alimentaire et/ou pour des raisons de sécurité, lorsque la situation présente des risques à cet égard. Les besoins prévus au titre de l'IPSR pour la distribution générale de vivres sont calculés sur la base de 462 000 personnes la première année, effectif ramené à 115 000 la troisième année. Ce chiffre prend en compte les colis de vivres pour la réinstallation et la poursuite de l'appui spécifique à certaines personnes vulnérables.
40. Dans l'ouest de l'Ouganda, le PAM prête assistance à des PDI vivant dans 46 camps dans le Bundibugyo. Le nombre effectif total des PDI, y compris ceux qui se sont installés spontanément dans les villes de Nyahuka et de Bundibugyo, est d'environ 120 000. Pendant la première année de l'élargissement de l'IPSR, le chiffre retenu pour les secours est de 80 000 bénéficiaires, effectif qui tombera à zéro la deuxième année étant donné que leurs zones d'origine sont fertiles et que les taux de réinstallation prévus sont élevés.

Composante B: intervention prolongée en faveur des réfugiés

41. Les réfugiés soudanais vivent dans trois zones —le Nil Ouest (dans des zones d'installation dispersées dans les cinq sous-districts du district d'Adjumani, les deux sous-



districts du district de Moyo et les quatre sous-districts du district d'Arua), le camp d'Achol Pii dans le district de Pader, et la zone d'installation de Kiryandongo dans le district de Masindi. La plupart des réfugiés, à l'exception des nouveaux arrivants et des personnes vulnérables, reçoivent actuellement des rations qui varient selon le degré d'autonomie atteint.

42. La stratégie d'autonomisation du gouvernement/HCR pour les zones accueillant des réfugiés (1999–2003) est liée au bilan commun de pays des Nations Unies, au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et au Cadre global de développement de la Banque mondiale. Elle a pour objectifs: i) de rendre les réfugiés autonomes; ii) d'intégrer les services destinés aux réfugiés dans ceux des nationaux. Des progrès considérables ont été accomplis puisque 40 000 personnes environ n'ont plus besoin d'aide alimentaire. Cependant, cette stratégie prévoyait l'intégration des réfugiés dans le processus normal de développement, dans le cadre de plans de développement de district qui devaient bénéficier de fonds supplémentaires de la part des donateurs et de l'État. À ce jour, les fonds destinés à cette initiative ont été insuffisants, d'où la nécessité d'avoir recours à l'aide alimentaire pour répondre aux besoins non couverts par l'agriculture de subsistance. Le HCR fera établir début 2002 une étude sur l'impact et le potentiel de la stratégie d'autonomisation.

Composante C: redressement

43. Avec son programme d'alimentation scolaire, l'IPSR s'inscrit dans un cadre de développement plus large pour l'Ouganda, aidant les écoles dont les activités ont été interrompues à rouvrir et garantissant que les enfants reçoivent au moins un repas nourrissant par jour. Le nombre d'élèves bénéficiant de l'alimentation scolaire passera de 258 000 la première année à 292 000 la deuxième, à mesure qu'un plus grand nombre d'écoles participeront au programme. Le programme d'alimentation scolaire lancera des activités liées à la conservation et la restauration des ressources naturelles (fourneaux consommant moins de combustible, pépinières et jardins maraîchers).
44. Les activités de redressement destinées tant aux réfugiés qu'aux PDI comprennent: des vivres pour actifs (y compris la formation); un appui à l'enseignement (alimentation scolaire); un appui aux structures de protection sociale. Les activités vivres pour actifs sont essentielles pour la reprise des activités rémunératrices et de l'agriculture de subsistance dans les communautés réinstallées. Des projets VCT appropriés concernant les infrastructures seront complétés par une formation technique, destinée en particulier aux femmes, dans le but de renforcer les divers moyens de subsistance des ménages dirigés par une femme. La planification participative joue un rôle déterminant dans cette stratégie; parallèlement, les projets seront pour la plupart assortis d'intrants complémentaires fournis par les donateurs et par le gouvernement. Il faut citer parmi ces projets le Plan de modernisation de l'agriculture financé par la FAO.

Besoins des bénéficiaires et assortiment alimentaire

Secours prolongés et réfugiés

45. Le PAM apportera une aide alimentaire comprenant du maïs, des haricots et de l'huile végétale. Du sel iodé sera ajouté à la ration pour ceux qui sont entièrement tributaires de cette aide. Le mélange maïs-soja sera mis à la disposition des populations présentant des risques de carences en micronutriments ou ayant des problèmes de sevrage particuliers. Les partenaires financés par le PAM effectueront des enquêtes nutritionnelles périodiques parmi les populations de PDI. Les rations des réfugiés iront de 100 pour cent de la ration



de référence (2 100 kilocalories) dans les zones d'installation de réfugiés entièrement tributaires de l'aide et les camps de transit, à 10 pour cent de cette même ration juste avant l'arrêt de la distribution, dans le cadre de la stratégie d'autonomisation, lorsque leur autosuffisance alimentaire sera prouvée. Le PAM étudiera avec toutes les parties prenantes la possibilité d'adopter un système de révision saisonnière des rations.

46. Les rations alimentaires des PDI sont estimées en moyenne à l'équivalent de 30 pour cent de la ration complète, puisque l'on part du principe que la population est en mesure de couvrir l'essentiel de ses besoins alimentaires grâce aux cultures et aux achats en espèces. À l'exception de ceux qui viennent d'arriver, la plupart des bénéficiaires de l'IPSR ont accès à des aliments frais. Pour la présente IPSR, les besoins seront quantifiés grâce à des évaluations semestrielles des besoins alimentaires et à des enquêtes nutritionnelles, la ration étant calculée en équivalent maïs afin de combler le déficit entre les besoins minimums et les disponibilités.
47. S'agissant des centres d'alimentation complémentaire dans les zones d'installation des PDI, l'assortiment alimentaire comprendra le mélange maïs-soja, de l'huile et du sucre, sous forme de ration à emporter. Dans les centres d'alimentation thérapeutique, les mêmes produits seront fournis en vue de la préparation d'une bouillie sur place, ainsi que de la farine de maïs, des haricots, de l'huile et du sel pour le repas familial supplémentaire, pendant la dernière phase avant la fin de la prise en charge. Ceux qui ont la garde des enfants recevront des colis de vivres contenant des produits analogues, couvrant environ 75 pour cent de leurs propres besoins quotidiens. Le HCR et l'UNICEF fourniront du lait à usage thérapeutique ou les ingrédients requis.

Redressement: alimentation scolaire

48. Une bouillie apportant environ 458 kilocalories (mélange maïs-soja, maïs-lait de soja, huile végétale et sucre) sera servie au milieu de la matinée aux écoliers de Bundibugyo et du Nil Ouest. Dans la région du nord, les écoles bénéficieront à la mi-journée d'un repas apportant environ 1 054 kilocalories (farine de maïs, haricots et huile végétale). Les différences dans le type de repas et le volume de la ration s'expliquent par les préférences constatées lors de la conception du programme d'alimentation scolaire à l'échelon du district. Ceux qui reçoivent une bouillie le matin vivent dans des régions où l'apport alimentaire est en général meilleur que dans les régions du nord, dans lesquelles un repas complet est fourni.

Vivres pour actifs

49. La ration pour la composante vivres pour actifs sera fixée en fonction des directives préparées par le groupe de travail sur les vivres pour actifs du bureau de pays du PAM.

Aide sociale

50. Des rations alimentaires équivalant à 2 150 kilocalories seront fournies à toutes les personnes accueillies dans les centres assurant un soutien. Les rations destinées aux petites initiatives communautaires seront fixées en fonction de l'activité (par exemple garderies, soins aux groupes vulnérables dans les villages).



Sélection des activités

Secours

51. Dans les districts de Gulu, Kitgum, Pader, Masindi, Arua, Adjumani et Moyo, les partenaires se chargeront de la distribution générale de vivres. Actuellement, dans le district de Bundibugyo, le PAM distribue lui-même ses vivres. Des comités locaux de distribution sont déjà en place, et 60 pour cent au moins de leurs participants sont des femmes.

Redressement

52. Constatant des déficiences dans les activités VCT antérieures, le bureau de pays a suspendu toute nouvelle activité jusqu'à ce qu'il ait fini de préparer des directives détaillées pour les activités vivres pour actifs. Conformément à ces directives, ainsi qu'aux indications données récemment par le Directeur exécutif en matière de problématique hommes-femmes et de création d'actifs, les nouvelles activités de l'élargissement de l'IPSR comprendront:

- **À l'intention des réfugiés:** en coopération avec les partenaires, des activités vivres pour la formation dans divers domaines —techniques après récolte et stockage, pratiques culturelles améliorées, compétences commerciales de base, alphabétisation des adultes, nutrition et sécurité alimentaire des ménages, prévention du VIH/SIDA et soins— seront appuyées. Les activités VCT porteront sur le développement agricole, la protection de l'environnement et la réfection des routes, ainsi que sur des activités rémunératrices telles que la pisciculture.
- **À l'intention des PDI (et des projets supplémentaires à Karamoja):** les activités VCT porteront notamment sur la remise en état de sources, la foresterie, les infrastructures communautaires (écoles et centres de santé), la mise en valeur des bassins versants, le développement de l'agriculture, la construction de routes/ponts et des activités rémunératrices. Les domaines couverts par les activités vivres pour la formation seront analogues à ceux traités dans les zones d'installation des réfugiés.
- **Aide sociale:** la protection sociale comporte divers aspects et comprend un soutien psychologique pour les enfants kidnappés qui rentrent chez eux et pour les enfants des orphelinats (y compris les anciens enfants soldats), ainsi qu'une aide en faveur des patients atteints de la tuberculose, de la maladie du sommeil et du VIH/SIDA auxquels les partenaires assurant les services complémentaires prêtent assistance. À Gulu, en partenariat avec *World Vision*, 700 familles de PDI touchées par le VIH/SIDA seront secourues. Les initiatives communautaires seront appuyées dans neuf districts par le biais d'un petit Fonds alimentaire, s'élevant en moyenne à 1 500 tonnes par an (garderies/écoles maternelles; assistance aux personnes extrêmement vulnérables dans les villages des zones de réinstallation des PDI).

Mécanisme d'approbation des activités

53. Vers le milieu de 2001, les bureaux auxiliaires du PAM en Ouganda ont organisé un atelier de planification avec toutes les parties prenantes dans chacun des huit districts visés par les opérations. Ces ateliers de district se sont terminés par un atelier national ayant pour objet de planifier la deuxième phase de l'IPSR. Les recommandations issues de ce vaste processus consultatif continueront d'apporter des informations sur les priorités locales.
54. Les missions conjointes d'évaluation des besoins alimentaires conduites périodiquement dans les zones d'installation des réfugiés permettent de déterminer les besoins des réfugiés



enregistrés. De même, les évaluations des besoins alimentaires d'urgence servent à quantifier les besoins d'aide alimentaire des PDI comme des réfugiés. Ces évaluations seront étayées par des procédures d'enregistrement plus précises pour les PDI.

55. Le programme d'alimentation scolaire sera exécuté en étroite collaboration avec les autorités de district responsables de l'enseignement. Un accord écrit tripartite sera conclu entre le district, le PAM et les écoles, les représentants de chaque signataire formant un comité directeur qui comprendra le partenaire et le secrétaire responsable de l'enseignement à l'échelon du district.
56. Pour les projets vivres pour actifs, les propositions présentées par les communautés seront soumises à une évaluation sur le terrain par le conseil local et le service compétent à l'échelon du district (ministère de tutelle), et à leur approbation. Les femmes participeront pleinement à la sélection de ces activités au niveau de la communauté. L'accord sera ensuite transmis au bureau auxiliaire du PAM en vue de l'approbation finale et de la signature par toutes les parties prenantes.

Dispositif institutionnel et choix des partenaires

57. Le PAM renforcera ses partenariats avec les ONG et cherchera à en établir de nouveaux. Des accords tripartites seront signés avec le HCR et avec les ONG partenaires d'exécution dans les cinq districts accueillant des réfugiés. Des mémorandums d'accord seront négociés avec AAH (districts de Bundibugyo/Moyo), la Fédération luthérienne mondiale (Adjumani), le Conseil norvégien des réfugiés (Gulu/Kitgum), l'Organisation d'appui aux enfants de Gulu (Gulu), le Comité international de secours (zone d'installation des réfugiés d'Achol Pii) et le Service allemand de développement (Arua).
58. Parmi les autres partenaires figurent Médecins sans Frontières (MSF)/France (alimentation thérapeutique et VCT à Bubdibugyo; maladie du sommeil à Arua), Action contre la faim/États-Unis (enquêtes nutritionnelles), *World Vision International* (WVI) (centre de récupération pour les enfants kidnappés; programme de soutien aux malades du VIH/SIDA, et appui aux groupements paysans à Gulu), Maltheser (projet de lutte contre la tuberculose à Arua), réseau de démarginalisation des femmes de Gulu (projet de lutte contre la tuberculose à Gulu) et association des femmes concernées de Kitgum (enfants qui ont été autrefois kidnappés). *Cooperazione Internazionale*/Italie fournira des semences aux PDI à Bundibugyo. Le *Deutscher Entwicklungsdienst* (service allemand du développement) (à Arua) et l'Agence de la coopération et de la recherche en matière de développement (à Adjumani et Moyo) mettront en œuvre des initiatives de production agricole et de protection de l'environnement avec les populations réfugiées. Le bureau de pays recherche actuellement des partenaires appropriés à Karamoja. Il étudiera la possibilité d'effectuer un examen conjoint des réalisations pour les divers partenaires et l'incorporera au mémorandum d'accord. Une plus large place sera faite au renforcement de la capacité des comités de distribution des communautés, en favorisant notamment la participation des femmes et en leur confiant des postes de direction.
59. Le PAM continuera de travailler en étroite collaboration avec les institutions jumelles des Nations Unies. Il jouera un rôle déterminant en préconisant d'élaborer un plan de réinstallation des PDI pour l'Ouganda. Le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires coordonnera le processus d'appel global et appuiera par ailleurs le renforcement des comités de district chargés de la gestion des catastrophes, dont certains ne sont pas en activité. Présidé par le Chef de l'administration ou par le Commissaire résident de district, ce comité comprendra des fonctionnaires du district, des ONG et des institutions d'exécution des Nations Unies.



60. Le comité chargé de la gestion des catastrophes, qui sera un moyen d'information essentiel, participera aux évaluations des besoins des PDI. Les résultats de ces évaluations devraient être incorporés aux plans biennaux de développement multisectoriel de district. Grâce à la composante redressement de l'IPSR, il devrait être maintenant possible d'intégrer les projets du PAM, tels que les vivres pour la formation et l'alimentation scolaire, dans les priorités sectorielles des districts.
61. Le programme d'alimentation scolaire du PAM bénéficiera de l'appui de l'UNICEF dans les domaines de l'équipement scolaire, de l'eau et de l'assainissement. À Gulu/Kitgum, la FAO collaborera avec le PAM pour la fourniture de semences aux PDI. Le PAM cherchera à s'associer étroitement au Fonds d'action sociale du nord de l'Ouganda, financé par la Banque mondiale, alliance qui lui permettra d'établir un lien entre les ressources du Fonds social et les projets vivres pour actifs.

Renforcement des capacités

62. Le bureau de pays entreprendra un vaste programme de formation suivie à l'intention de ses partenaires, notamment l'administration aux échelons central et de district. Les sujets traités seront les suivants: méthodes de distribution, gestion des produits, suivi et évaluation et établissement de rapports, analyse du cadre logique, conception des projets soucieuse d'équité entre les sexes, évaluation des besoins alimentaires d'urgence et méthodes participatives d'évaluation en milieu rural. Les bénéficiaires participeront à l'établissement des rapports, aux méthodes participatives d'évaluation en milieu rural et à l'évaluation. Grâce au partenariat du PAM avec la WVI dans les camps de Gulu, les communautés pourront gérer l'épidémie de VIH/SIDA plus efficacement. Le modèle de distribution organisée par les communautés, appliqué à titre expérimental dans le Nil Ouest et le Gulu, offre aux bénéficiaires la possibilité de participer davantage et de s'engager à assurer le suivi eux-mêmes.
63. Le PAM a déjà pris l'engagement auprès du Cabinet du Premier ministre et de l'unité d'alerte rapide du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et des pêches, de renforcer leurs capacités d'alerte rapide ainsi que d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité. Le groupe de travail interinstitutionnel formé en 2001 est maintenant présidé par le Ministère.

Dispositif logistique

64. Les importations d'aide alimentaire arriveront au port de Mombassa, d'où elles seront transportées par train (63 pour cent) et par route (37 pour cent) jusqu'aux entrepôts centraux de Kampala et de Tororo, où elles seront transbordées et acheminées jusqu'aux huit points de livraison avancés (PLA) de Gulu, Kitgum, Masindi, Adjumani, Pader, Fort Portal, Arua et Karamoja. Le PLA de Gulu pourrait devenir un troisième point de livraison central du fait de son emplacement stratégique, ce qui réduirait les frais généraux. Les frais de transport terrestre, d'entreposage et de manutention (TTEM) restent relativement élevés car l'Ouganda est un pays sans littoral.
65. Le secteur des transports sera commercialisé à 100 pour cent, et les frais de TTEM et de transport intérieur, d'entreposage et de manutention (TIEM) seront périodiquement réexaminés. Tous les détails sur les mouvements des produits seront consignés dans le système d'analyse, de traitement et de suivi des mouvements des produits, qui est maintenant relié au système mondial et réseau d'information du PAM.
66. Les achats locaux de produits alimentaires à l'intérieur de l'Ouganda représenteront probablement 30 pour cent environ du volume total de céréales et de légumineuses de la



première année, sauf en cas de problèmes de sécurité ou de mauvais temps, et ils pourraient augmenter si les donateurs mettaient à disposition des contributions en espèces.

Suivi et évaluation

67. Pour la composante secours, on s'emploiera à mettre en place des méthodes de surveillance nutritionnelle plus systématiques, surtout dans les zones d'installation des PDI. Le problème des effectifs et les procédures d'enregistrement des PDI, avec notamment le recyclage et les bénéficiaires fantômes (inexistants), étant peut-être la principale source de litige à laquelle doit faire face le PAM actuellement, le bureau de pays investira dans des techniques d'enregistrement nouvelles.
68. Le bureau de pays de l'Ouganda élaborera des procédures permettant de déterminer la dynamique des redistributions, préjudiciables ou bénéfiques, au sein des communautés et l'incidence qu'elles ont sur les personnes les plus touchées par l'insécurité alimentaire et extrêmement vulnérables.
69. Le PAM conduira des missions conjointes de suivi et d'examen avec le gouvernement et avec les autres institutions des Nations Unies. Pour les réfugiés, ces missions comprendront des missions conjointes semestrielles d'évaluation des besoins alimentaires d'urgence, dont une importante en février et une mission d'examen en septembre. Pour les PDI, des évaluations des besoins alimentaires d'urgence spécifiques aux diverses zones seront conduites deux fois par an. Le ciblage reposera sur trois critères généraux: disponibilités alimentaires saisonnières; typologie des camps, notamment degré d'insécurité, accès à la terre et fréquence des nouveaux afflux; et ciblage social, moyennant un processus d'auto-sélection des communautés appuyé par une formation.
70. Conformément aux recommandations de l'évaluation à mi-parcours, la capacité de suivi-évaluation du bureau de pays sera renforcée moyennant: a) une formation portant sur les nouvelles directives préparées par OEDE; et b) la formation du personnel concerné et des partenaires, exposée ci-dessus.
71. Un cadre logique, contenant des indicateurs relatifs à chaque objectif et à chaque composante du programme, a été préparé.

Mesures de sécurité

72. Dans la zone plus large intéressant l'IPSR, y compris la République démocratique du Congo et le sud du Soudan, la situation en matière de sécurité reste imprévisible. On continuera d'utiliser des escortes militaires pour les livraisons de vivres dans les zones peu sûres tant que la sécurité transfrontalière ne se sera pas améliorée. Le plan de sécurité sera périodiquement mis à jour et réexaminé en insistant particulièrement sur les procédures d'évacuation médicale, en coordination avec les autres institutions des Nations Unies et les ONG partenaires. Une formation sera assurée à tous les personnels nouvellement recrutés afin de les sensibiliser aux questions de sécurité. Chaque district sera doté d'un coordonnateur local de la sécurité.
73. Le réseau amélioré de communication par téléphone mobile de l'Ouganda sera un outil supplémentaire que le personnel et les bureaux extérieurs pourront utiliser en cas d'urgence dans les zones de la phase II et de la phase III. L'amélioration et l'entretien du matériel de sécurité pour le personnel, les véhicules, les entrepôts et les compounds des bureaux seront poursuivis comme prévu.



Stratégie de désengagement

74. La préparation de la première phase de l'IPSR a coïncidé avec la préparation du plan d'action pour l'élimination de la pauvreté, du document stratégique de lutte contre la pauvreté et du plan de modernisation de l'agriculture, ce qui a définitivement assuré son intégration dans les politiques et les programmes du gouvernement. Les conseils locaux de district veilleront à ce que l'IPSR soit incorporée aux plans de développement de district et à ce qu'il en résulte une adhésion sans réserve au programme et sa maîtrise.
75. Conformément au mémorandum d'accord général du PAM avec le HCR, un appui continuera d'être apporté aux réfugiés. Les activités de secours restantes en faveur des PDI devraient être entièrement supprimées d'ici la fin de l'IPSR en 2005, et le ciblage concernant toute composante de redressement prévue devrait être perfectionné. Toute activité du programme en cours pourra être incorporée au nouveau programme de pays à partir de 2005.



ANNEXE I

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET

	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne	Valeur (dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
A. Coûts opérationnels directs			
Produits ¹			
– Maïs	90 682		12 605 293
– Farine de maïs	31 917		6 824 921
– Haricots	26 515		9 442 995
– Sucre	2 907		752 171
– Huile végétale	10 538		7 285 923
– Mélange maïs-soja	12 670		3 511 967
– Sel	417		45 844
Total, produits	175 645		40 469 114
Transport extérieur			12 667 671
Transport terrestre			12 667 531
Total partiel, TIEM			16 712 640
Total, TTEM			29 641 548
Autres coûts opérationnels directs			3 561 113
Total, coûts opérationnels directs			86 339 446
B. Coûts d'appui directs (voir l'annexe II pour les détails)			
Total, coûts d'appui directs			9 183 524
Total, coûts directs			95 522 971
C. Coûts d'appui indirects (7,8 pour cent du total des coûts directs)			
Total partiel, coûts d'appui indirects			7 450 792
COÛT TOTAL POUR LE PAM			102 973 763

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. La gamme précise de produits et les quantités à fournir au projet comme à tous les projets assistés par le PAM peuvent varier au cours du temps en fonction des disponibilités du PAM et du marché intérieur des pays bénéficiaires.



ANNEXE II**BESOINS D'APPUI DIRECTS (*dollars*)****Dépenses de personnel**

Administrateurs internationaux	2 676 250
Personnel national des services généraux	2 434 500
VNU	145 500
Frais de voyage du personnel envoyé en mission	707 562
Formation et perfectionnement du personnel	174 000
Total partiel	6 137 812

Dépenses de bureau et autres dépenses récurrentes

Location des locaux	794 131
Services collectifs	144 000
Fournitures de bureau	181 800
Services de communication et technologies de l'information	216 000
Assurance	31 587
Réparation et entretien du matériel	210 000
Entretien et coûts d'exploitation des véhicules	330 000
Autres dépenses de bureau	278 100
Services des organisations des Nations Unies	356 826
Total partiel	2 542 444

Matériel et autres frais fixes

Véhicules	105 000
Matériel TC/TI	231 848
Mobilier, outils et matériel	166 420
Total partiel	503 268

TOTAL COÛTS D'APPUI DIRECTS	9 183 524
------------------------------------	------------------



IPSR 6176 PLANIFICATION 2002-2005: BÉNÉFICIAIRES PAR COMPOSANTE DE PROGRAMME ¹

Composante	Groupe de bénéficiaires ²												Sous-catégorie ¹¹	Total	Volume (tonnes)	Total (tonnes)	% du total		
	Réfugiés soudanais			PDI (Nord)			PDI (Ouest)			Groupes vulnérables (Nord-est)									
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total							
Secours:																			
Distribution générale de vivres (année 1) ³	60 000	57 000	117 000	221 500	240 500	462 000	40 000	40 000	80 000								659 000		
Distribution générale de vivres (année 2)	60 000	57 000	117 000	110 750	120 250	231 000	0	0	0								351 100		
Distribution générale de vivres (année 3)	55 000	52 000	107 000	55 000	60 000	115 000	0	0	0								223 250		
Alimentation complémentaire/ thérapeutique (année 1) ⁴	600	600	1 200	1 800	5 200	7 000	300	300	600								8 800		
Alimentation complémentaire/ thérapeutique (année 2)	600	600	1 200	1 800	5 200	7 000	300	300	600								8 800		
Alimentation complémentaire/ thérapeutique (année 3)	600	600	1 200	1 800	5 200	7 000	0	0	0								8 200		
Personnes ayant la garde des enfants (année 1)	100	1 100	1 200	700	6 300	7 000	0	0	0								8 200		
Personnes ayant la garde des enfants (année 2)	100	1 100	1 200	700	6 300	7 000	0	0	0								8 200		
Personnes ayant la garde des enfants (année 3)	100	1 100	1 200	700	6 300	7 000	0	0	0								8 200		
Personnes extrêmement vulnérables (année 1)	1 800	1 800	3 600	6 000	7 800	13 800	1 000	1 500	2 500								19 900		
Personnes extrêmement vulnérables (année 2)	1 800	1 800	3 600	6 000	7 800	13 800	1 000	1 500	2 500								19 900		
Personnes extrêmement vulnérables (année 3)	1 500	1 500	3 000	3 000	3 900	6 900	500	750	1 250								11 150		
Total partiel (année 1)	60 000	57 000	117 000	221 500	240 500	462 000	40 000	40 000	80 000								659 000	50 581	71
Total partiel (année 2)	60 000	57 000	117 000	110 750	120 250	231 000	1 300	1 800	3 100								351 100	31 577	56
Total partiel (année 3)	55 000	52 000	107 000	55 000	60 000	115 000	500	750	1 250								223 250	22 187	47

IPSR 6176 PLANIFICATION 2002-2005: BÉNÉFICIAIRES PAR COMPOSANTE DE PROGRAMME ¹

Composante	Groupe de bénéficiaires ²												Sous-catégorie ¹¹	Total	Volume (tonnes)	Total (tonnes)	% du total								
	Réfugiés soudanais			PDI (Nord)			PDI (Ouest)			Groupes vulnérables (Nord-est)															
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total													
																			104 345	59					
Vivres pour actifs:																									
VCT (année 1) ⁵	3 000	3 000	6 000	4 500	4 800	9 300	4 000	6 000	10 000	2 000	2 000	4 000													
VCT (année 2)	3 000	3 000	6 000	13 500	14 500	28 000	7 000	8 000	15 000	2 000	2 000	4 000													
VCT (année 3)	3 000	3 000	6 000	13 500	14 500	28 000	7 000	8 000	15 000	2 000	2 000	4 000													
Vivres pour la formation (année 1) ⁶	3 500	3 500	7 000	2 500	2 800	5 300	2 000	3 000	5 000	1 000	1 000	2 000													
Vivres pour la formation (année 2)	4 000	4 000	8 000	3 000	3 500	6 500	1 000	1 500	2 500	1 000	1 000	2 000													
Vivres pour la formation (année 3)	4 000	4 000	8 000	3 000	3 500	6 500	1 000	1 500	2 500	1 000	1 000	2 000													
Total partiel (année 1)	6 500	6 500	13 000	7 000	7 600	14 600	6 000	9 000	15 000	3 000	3 000	6 000							48 600	4 636	6				
Total partiel (année 2)	7 000	7 000	14 000	16 500	18 000	34 500	8 000	9 500	17 500	3 000	3 000	6 000							72 000	6 869	12				
Total partiel (année 3)	7 000	7 000	14 000	16 500	18 000	34 500	8 000	9 500	17 500	3 000	3 000	6 000							72 000	6 869	14				
																						18 374	10		
Éducation:																									
Programme d'alimentation scolaire (année 1) ⁷	56 000	46 000	102 000	55 000	71 000	126 000	16 000	14 000	30 000																
Programme d'alimentation scolaire (année 2)	56 500	47 500	104 000	55 000	71 000	126 000	32 000	28 000	60 000																
Programme d'alimentation scolaire (année 3)	57 000	49 000	106 000	55 000	71 000	126 000	32 000	28 000	60 000																
Total partiel (année 1)	56 000	46 000	102 000	55 000	71 000	126 000	16 000	14 000	30 000											258 000		13 098	18		
Total partiel (année 2)	56 500	47 500	104 000	55 000	71 000	126 000	32 000	28 000	60 000											290 000		14 005	25		
Total partiel (année 3)	57 000	49 000	106 000	55 000	71 000	126 000	32 000	28 000	60 000											292 000		14 062	30		
																								41 165	23
Aide sociale:																									
Soins de santé (année 1) ⁸	700	700	1 400	2 200	2 400	4 600	1 500	1 500	3 000																
Soins de santé (année 2)	700	700	1 400	2 200	2 400	4 600	1 500	1 500	3 000																

IPSR 6176 PLANIFICATION 2002-2005: BÉNÉFICIAIRES PAR COMPOSANTE DE PROGRAMME ¹

Composante	Groupe de bénéficiaires ²												Sous-catégorie ¹¹	Total	Volume (tonnes)	Total (tonnes)	% du total
	Réfugiés soudanais			PDI (Nord)			PDI (Ouest)			Groupes vulnérables (Nord-est)							
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total					
Soins de santé (année 3)	700	700	1 400	2 200	2 400	4 600	1 500	1 500	3 000					9 000			
Micros (année 1) ⁹	0	0	0	1 100	1 200	2 300	0	0	0					2 300			
Micros (année 2)	0	0	0	1 100	1 200	2 300	0	0	0					2 300			
Micros (année 3)	0	0	0	1 100	1 200	2 300	0	0	0					2 300			
Initiatives communautaires ¹⁰	307	308	615	1 273	1 274	2 547	424	424	848	455	455	910		4 920	1 000		
Initiatives communautaires	461	462	923	1 910	1 910	3 820	636	636	1 272	682	683	1 365		7 380	1 500		
Initiatives communautaires	615	615	1 230	2 546	2 546	5 092	849	849	1 698	910	910	1 820		9 840	2 000		
Total partiel (année 1)	1 007	1 008	2 015	4 573	4 874	9 447	1 924	1 924	3 848	455	455	910		16 220	3 404		5
Total partiel (année 2)	1 161	1 162	2 323	5 210	5 510	10 720	2 136	2 136	4 272	682	683	1 365		18 680	3 921		7
Total partiel (année 3)	1 315	1 315	2 630	5 846	6 146	11 992	2 349	2 349	4 698	910	910	1 820		21 140	4 437		9
Total (année 1)														981 820	71 719		
Total (année 2)														731 780	56 372		
Total (année 3)														608 390	47 555		
TOTAL GÉNÉRAL															175 646	175 646	100

¹ Tous les chiffres utilisés à des fins de planification sont cumulés, en partant de l'hypothèse que les effectifs des bénéficiaires de la distribution générale de vivres et du programme d'alimentation scolaire et des personnes extrêmement vulnérables sont calculés sur la base de l'effectif mensuel moyen sur les deux années, alors que les bénéficiaires des autres sous-composantes du programme diffèrent de mois en mois.

² Les réfugiés soudanais se trouvent dans le Kiryandongo, l'Achol Pii et le Nil Ouest, tandis que les PDI du nord vivent dans le Gulu, le Kitgum et le Pader. Les PDI de l'ouest se trouvent dans le Bundibugyo et les groupes vulnérables dans le Nord-Est et à Karamoja.

³ Les colis de vivres pour la réinstallation des PDI sont compris dans la distribution générale.

⁴ Les chiffres sont calculés en supposant par exemple que 100 enfants réfugiés suivent le programme d'alimentation thérapeutique chaque mois.

⁵ On part du principe qu'une personne ne bénéficie qu'une fois des VCT pendant les trois ans.

⁶ On part du principe qu'une personne ne bénéficie qu'une fois des vivres pour la formation pendant les trois ans.

⁷ Ces chiffres comprennent les enfants réfugiés/PDI et les enfants vivant dans les zones accueillant des réfugiés/PDI.

⁸ Les soins de santé concernent les tuberculeux et les patients atteints de la maladie du sommeil, et les soins aux malades du VIH/SIDA.

⁹ Les micros comprennent par exemple le soutien apporté aux enfants autrefois kidnappés et aux rapatriés.

¹⁰ Les initiatives communautaires comprennent un volume forfaitaire de vivres pour toute initiative communautaire viable améliorant la sécurité alimentaire et/ou les moyens de subsistance des populations, par exemple les banques céréalères.

¹¹ On suppose que tous les bénéficiaires de cette sous-catégorie ont droit à la distribution générale et sont donc inclus dans l'effectif total des bénéficiaires de la distribution générale.



ANNEXE IV



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
LRA	<i>Lords Resistance Army</i>
MSF	Médecins sans Frontières
ONG	Organisation non gouvernementale
PDI	Personne déplacée à l'intérieur de son propre pays
PLA	Point de livraison avancé
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
TIEM	Transport intérieur, entreposage et manutention
TTEM	Transport terrestre, entreposage et manutention
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres-contre-travail
WVI	<i>World Vision International</i>

